

# D'où vient et où va la Résistance algérienne? <sup>(1)</sup>

II

Le 2<sup>e</sup> Congrès du M.T.L.D. qui se réunit en avril 1953 eut à tirer les conclusions d'un bilan du mouvement qui présentait de graves lacunes. Le nationalisme avait étendu considérablement son influence depuis la fin de la guerre, s'était profondément enraciné dans les masses. L'administration n'avait eu d'autre recours que de triquer grossièrement les élections pour masquer le raz-de-marée nationaliste. La direction du mouvement ne parvint pourtant pas à remporter quelques victoires partielles en s'appuyant sur cette énorme force. L'isolement dont elle souffrait dans la métropole et sur le plan international rendait certes son combat extrêmement complexe — soulignons-le une fois de plus.

Les jeunes forces du M.T.L.D. ressentait nettement les insuffisances de leur mouvement à une époque où le rapport de force était éminemment favorable aux peuples opprimés. Le rapport soumis au 2<sup>e</sup> Congrès du M.T.L.D. procéda à une sévère auto-critique relevant de graves lacunes sur tous les plans: la doctrine, le programme, les méthodes de lutte, la stratégie, la tactique et les méthodes d'organisation. L'effort était méritoire et digne d'intérêt. Il visait à surmonter une tradition glorieuse sans doute mais anachronique, à sortir le mouvement d'une impasse, à le dégager de l'immobilisme, à se livrer à une entière clarification, à élaborer un programme.

Cette volonté de dépassement était entièrement légitime; elle conduisit toutefois à un résultat négatif. Le programme mis en avant pour répondre à une situation mondialement révolutionnaire tournait le dos à la révolution, esquissait un alignement sur le nationalisme bourgeois, sur le bourguibisme dans le but à peine déguisé de se ménager les faveurs de l'impérialisme américain. L'anticommunisme est un souci constant de ce document qui tend à établir une sorte de ligne de démarcation entre la révolution coloniale de l'Extrême-Orient et le mouvement d'émancipation du Proche-Orient et de l'Afrique. Le but principal que s'assigne le programme est la constitution d'un Congrès National Algérien, le rassemblement national qui tendra à effacer la limite des partis. Son essence apparaît le plus nettement dans « l'oubli » des revendications sociales de la paysannerie et du prolétariat algériens, dans l'escamotage du problème syndical.

## La scission du M.T.L.D.

Le Congrès d'avril 1953 adopta unanimement le nouveau cours, semble-t-il, et avec l'assentiment apparent de Messali pour autant que l'on sache. Notons que le P. C. algérien caractérisait le nouveau programme comme un progrès.

La crise dans le mouvement devait progresser rapidement dans les mois suivant le Congrès. Elle sévissait plus exactement dans les sommets dirigeants. Le conflit opposait l'ensemble du Comité Central sauf deux éléments à Messali. Messali, arguant d'une déviation réformiste, réclama « les pleins pouvoirs » pour redresser le parti et placer à sa tête les hommes de son choix. Sa réaction contre le cours droitier était certes salutaire. Elle eut gagné certainement à être formulée plus tôt et à être solidement argumentée pour permettre un débat politique clair et éviter autant que possible les coups d'état.

La scission fut consommée au Congrès convoqué par Messali en juillet 1954, en Belgique, auquel répondit un autre Congrès convoqué par le Comité Central au mois d'août à Alger.

Le trouble était profond parmi les militants nationalistes et les cadres moyens du parti. Les tendances réformistes heurtaient profondément la grande masse des militants prolétariens attachés à une tradition révolutionnaire dont s'était toujours réclamé le mouvement algérien, même si cela ne fut pas toujours étayé suffisamment. Une grande partie des cadres moyens était convaincu en même temps que les principes d'organisation en vigueur dans les sommets étaient nuisibles. Ils

désiraient un régime de centralisme démocratique véritable, une élaboration et une direction collectives.

Le Congrès de Belgique avait repoussé « la déviation réformiste », mis implicitement à l'ordre du jour l'action directe et nommé Messali *président à vie* du mouvement. Un redressement brutal s'imposait à l'heure où la lutte faisait rage en Tunisie et se développait au Maroc. On ne trouvera pourtant pas le moindre effort dans « l'Algérie Libre » paraissant régulièrement chaque semaine de juillet à novembre pour réfuter les tendances réformistes et réarmer le mouvement. La présidence à vie de Messali et l'exaltation de la vie du « chef national », quels que soient les grands mérites du vieux révolutionnaire intransigeant, ne pouvaient suppléer à une claire définition politique et stratégique.

## L'insurrection sort le mouvement algérien de l'impasse

Le murissement révolutionnaire en Afrique du Nord permettait heureusement de sortir rapidement de l'impasse. Les politiciens impérialistes myopes se félicitaient sans retenue du calme régnant en Algérie pendant que la tempête faisait rage en Tunisie et au Maroc. Les militants algériens éprouvaient de l'amertume devant ce qu'ils ressentait comme une absence de solidarité de leur mouvement qui se targuait d'être à l'avant-garde. C'était le moment où jamais de souder le bloc nord-africain dans l'ardeur de la lutte commune faisant fondre les petites digues dressées par les bourgeoisies. C'était le moment où jamais de briser l'étau-prison de « l'Algérie française ».

En marge des deux équipes dirigeantes scissionnistes du M.T.L.D., se constitua un troisième groupe de jeunes militants, cadres moyens du

mouvement, qui composaient en particulier son ossature clandestine et l'organisation militaire constituée depuis 1948. Ce groupe constituait incontestablement une sélection parmi les militants les plus dévoués, les plus courageux aux yeux desquels l'ensemble des dirigeants avait failli en conduisant au déchirement et à l'immobilisme du mouvement à l'heure cruciale où s'imposait une action décisive.

La structure hiérarchisée du M.T.L.D. faisait que cette couche de militants de cadre établissant la liaison entre la direction et la masse était d'une grande importance. Ces révolutionnaires professionnels — dans la véritable acception du terme — constamment à la pointe des luttes, organisateurs de l'action de masse, avaient assimilé une somme d'expériences importantes. Ils étaient la clef du parti. La réussite de l'insurrection atteste la validité de ces cadres.

Ce groupe de militants constitua le C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire pour l'Unité d'Action) qui se refusait à entériner la scission, ne reconnaissant la validité d'aucun des deux Congrès qui venaient de se tenir, appelait les militants à préserver leur unité à la base pour élucider les problèmes par un effort de discussion commun et préconisait, comme moyen suprême de surmonter la crise intérieure, le passage à l'action directe commandé par la situation nord-africaine.

Après une tentative infructueuse de ce groupe d'obtenir l'accord des deux tronçons dirigeants pour le déclenchement prompt et en commun de l'action armée, le C.R.U.A. lança à son propre compte l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre et se transforma en F.L.N. en vue de l'élargissement de la bataille.

Robert LEBLOND.

(Suite page 4.)

## UNE QUESTION A QUELQUES CHAMPIONS DU M.N.A.

# AVEC OU CONTRE BELLOUNIS?

Après des mois d'incertitude sur les rumeurs de presse relatives à une collusion du chef du maquis M.N.A., Bellounis, avec l'armée française, ce sont des communiqués de Bellounis lui-même qui ont levé le voile: le seul maquis M.N.A. existant — autant que l'on sache — a conclu un pacte d'assistance mutuelle avec l'ennemi impérialiste, contre le gros des forces de la révolution algérienne. Bellounis est ravitaillé en armes, munitions et équipements par l'armée française, moyennant sa « participation à la pacification de l'Algérie, au combat contre les frontistes et les communistes ». (Ce sont les termes mêmes de Bellounis!)

Que l'on ne tente pas de s'esquiver par des comparaisons inadéquates. Des contacts en vue d'une solution de la guerre n'ont rien à voir avec le passage à l'ennemi. La défaillance de tel ou tel combattant ou chef de maquis n'affecte pas la responsabilité de la Résistance. Tandis que Bellounis prétend agir au nom de Messali Hadj, du M.N.A. et des principes de cette organisation. Nous attendons un désaveu de cet acte de trahison caractérisé, de la part du M.N.A. et de Messali Hadj. La prolongation du silence deviendrait un acte de complicité d'une extrême gravité.

Mais il en est d'autres qui doivent prendre position nette. Au nom de principes prétendument socialistes, Rous, Marceau Pivert, Dechezelles, Ruff, Hervé, Lambert..., se sont faits les champions du M.N.A. contre le F.L.N. Ils ont eu hâte à fustiger « les crimes du F.L.N. », en termes peu mesurés, en prenant des libertés avec les faits. Que deviennent leurs principes dans l'affaire Bellounis? Ceux-ci n'ont-ils rien à voir avec la « participation à la pacification »? Le journal de Lambert qui a recours contre le F.L.N. à un vocabulaire que l'on croyait réservé à la presse réactionnaire (à se demander qui pour lui, du F.L.N. ou de l'impérialisme, est l'ennemi principal) a commencé par trouver des excuses à Bellounis, avant de se taire.

Le silence n'est plus de mise. Nous attendons des champions du M.N.A. de nous dire quelle est leur position dans l'affaire Bellounis. La trahison est-elle une trahison? Et la condamnent-ils comme telle?

(1) Voir première partie dans le n° 72.